

Quel avenir pour le franc CFA ?

par Jacques Traore, membre du conseil scientifique
du programme n°3 d'AIDOP

Mots-clé : franc CFA, banques, Afrique, économie, échanges commerciaux

Résumé : *Le franc CFA, aujourd'hui « franc de la Communauté financière africaine » et hier « franc des colonies françaises d'Afrique », fait débat. Ce débat s'est animé au cours des derniers mois pour des raisons économiques et symboliques. Les pistes pour une réforme du franc CFA voient le jour. Entre les défenseurs du franc CFA, y compris en Afrique, et ses pourfendeurs, c'est l'économie d'au moins 14 pays africains qui est en jeu.*

Depuis longtemps le franc CFA est contesté essentiellement parce qu'il est un vestige de la colonisation. Ces derniers mois, les pourfendeurs du franc CFA ont renforcé leur pression avec des arguments qui dépassent cet aspect symbolique. En réponse, les défenseur du franc CFA se sont davantage exprimés. Le débat est engagé. Va-t-on vers une réforme du franc CFA qui « décrocherait » la France de ses anciennes colonies sur le plan monétaire ?

Le franc CFA créé en 1945 est toujours là, arrimé aujourd'hui à l'euro, pour 14 pays d'Afrique

Imaginé en 1939, le franc CFA est créé en 1945 pour renforcer des liens que la guerre a mis à mal. Il concerne toutes les « possessions » françaises d'Afrique divisées en deux zones : l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale. Le franc CFA bénéficiait d'une parité fixe et d'une convertibilité complète avec le franc français. Depuis, les indépendances, les tensions et la création de l'euro sont passées par là...Trois Etats ont quitté le franc CFA (la Guinée, la Mauritanie et Madagascar), la Guinée Bissau et la Guinée Equatoriale l'ont rejoint tandis que le Mali l'a quitté en 1962 pour l'adopter de nouveau en 1984. Des réformes successives (1972, 1985, 2010) ont donné l'indépendance aux banques centrales africaines vis-à-vis des gouvernements et du Trésor français, sans que le franc CFA perde sa parité fixe avec le franc français, puis l'euro.

Le franc CFA est aujourd'hui la monnaie de 14 pays d'Afrique : huit en Afrique de l'Ouest au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et six Etats d'Afrique Centrale au sein de la Communauté économique et monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC).

Le franc CFA est toujours arrimé à la monnaie française puisqu'il conserve une parité fixe avec l'euro. Cette parité est garantie par la France en contrepartie du dépôt de 50 % de leurs réserves de change par les Etats des zones CFA sur un compte d'opération ouvert auprès du Trésor français (les placements sont rémunérés à 0,75 % ; ce qui coûte au Trésor français en raison des taux négatifs actuels) et d'administrateurs français qui siègent dans les banques centrales de l'UMEOA et de la CEMAC.

Les reproches faits au franc CFA : au delà du « reliquat colonial », une monnaie trop décalée des réalités économiques africaines

Les reproches sont idéologiques mais aussi économiques et techniques. « Symbole de servitude » pour certains dont l'économiste franco-béninois, Kemi Seba, soutenu par quelques célébrités dont Alpha Blondy et Lilian Thuram, mais aussi par quelques intellectuels. Ce « reliquat colonial » permettrait à la France de continuer de s'enrichir indûment sur le dos des économies africaines grâce aux comptes d'opérations logés à la Banque de France. Et puis...les billets sont imprimés à Chamalières (comme une partie des euros allemands ou des réals brésiliens)...

Les économistes reprochent au franc CFA de ne pas avoir créé de dynamisme économique dans la zone, sa convertibilité complète avec l'euro, monnaie trop forte, contribuant à affaiblir la zone CFA. « La politique monétaire est décidée à Francfort en fonction des intérêts de la zone euro et non de l'Afrique » plaide Carlos Lopez, ancien responsable de la commission économique de l'ONU pour l'Afrique qui ajoute : « Depuis 2000, le commerce dans la zone CFA a beaucoup changé, la Chine est devenue le premier partenaire, mais la politique monétaire, elle, n'a pas changé ».

Pour les adeptes du franc CFA, sa stabilité est essentielle dans une Afrique instable

La stabilité et la faible inflation que permettrait le franc CFA sont loués par ses défenseurs. Les crises locales, économiques ou politiques influencent peu le cours du franc CFA ; « Que ce serait-il passé pendant la chute de Gbagbo ? La monnaie se serait effondrée et l'économie serait repartie bien plus lentement sans le CFA » selon un conseiller du président ivoirien Alassane Ouattara.

Cette stabilité serait aussi un encouragement aux investissements étrangers en levant les incertitudes sur les risques de change. Autre argument en faveur du franc CFA : une monnaie forte permet de rembourser plus facilement sa dette et d'emprunter à moindre coût ; ce que conteste Kako Nubukpo, ancien ministre de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques togolais¹ qui constate que « la stabilité est réelle mais elle sert peu car les taux d'intérêt bancaires restent très élevés ».

Des voix en France évoquent des évolutions nécessaires

En 2013, François Hollande avait proposé des aménagements, sans succès. Il s'agit d'abord d'obtenir des réformes afin de faire taire les critiques les plus idéologiques car la polémique sur le franc CFA est nuisible pour la France. Mais il faut « donner du temps au temps » sans brusquer les choses et en conservant le capital confiance qui peut exister envers le franc CFA, en évitant de renouveler la dévaluation de 50 % qui, en 1994, a été vécue comme un véritable traumatisme.

¹ ...et ancien directeur de la Francophonie économique et numérique de l'OIF qui vient de le pousser vers la sortie pour ses prises de position dans une tribune de « Jeune Afrique » : « Franc CFA : contre la servitude monétaire » qui fait suite à la publication de son livre « Sortir l'Afrique de la servitude monétaire ; à qui profite le franc CFA ? » (2016).

Dans une tribune du 19 avril dernier de « Jeune Afrique », intitulée « Zone franc, pour une émancipation au bénéfice de tous », Dominique Strauss-Kahn, qui conseille désormais quelques présidents africains, propose une série de réformes pour modifier en profondeur le fonctionnement du franc CFA. Il veut répondre en particulier aux critiques sur la quasi-impossibilité de modifier la parité et sur l'absence de dissociation entre les régions d'Afrique de l'Ouest (où existe une tradition d'échanges) et d'Afrique centrale (aux échanges plus limités et, aujourd'hui, sous l'emprise de la rente pétrolière) avec, au sein même des deux régions un marché commun inachevé. Il souligne aussi que « la France assume, seule, un risque financier non rémunéré, pour lequel l'opinion africaine ne lui accorde guère de crédit et dont le bénéfice commercial est partagé avec toute la zone euro ». L'ancien directeur général du FMI recommande une réforme en profondeur de la Zone franc : réattribution des sièges de la France dans les instances des banques centrales africaines, ancrage de la monnaie à un panier de monnaies plutôt qu'à l'euro, meilleure coordination économique, élargissement de l'UEMOA au Ghana...

Un consensus en construction pour un « nouveau CFA » ?

Changement de nom, impression des billets ailleurs qu'en France et comptes d'opération loin de la Banque de France seraient des modifications relativement simples à envisager et à mettre en œuvre.

Les réformes en profondeur sont plus complexes. Supprimer cette monnaie unique ? « Ce serait ridicule. Les avantages sont bien trop grands » dit-on du côté d'Abidjan. La principale réforme consisterait selon de nombreux observateurs, pour revivifier le franc CFA, à remplacer son lien avec l'euro par un arrimage à un panier de monnaies (euro, dollar, livre, yuan,...). Cela aurait pour avantage de mieux refléter les échanges internationaux de la région, notamment le poids accru de la Chine comme le souligne le Bissau-guinéen Carlos Lopez. Mais cette solution, si elle peut répondre à la variabilité des cours bilatéraux ne répond pas à l'instabilité des prix des matières premières qui demeurent la principale composante des exportations africaines. Elle n'est pas suffisante, il faut une convergence économique au sein de la zone avec des banques centrales plus autonomes et une gouvernance plus transparente. Ces banques centrales doivent pouvoir jouer un rôle pro-actif insistent Carlos Lopez et Abdourahmane Sarr, ancien économiste du FMI².

Conclusion

Des pistes de réforme du franc CFA existent dans l'intérêt des 14 pays africains concernés et de la France elle-même. Il ne s'agit pas seulement de liquider le « reliquat colonial ». Il s'agit d'abord pour ces pays d'Afrique de disposer d'une monnaie qui corresponde mieux à leur économie et à leurs échanges entre eux et avec l'extérieur.

Ce débat sur l'avenir du franc CFA peut aussi aller plus loin. Faut-il le liquider purement et simplement comme l'envisage la CEDEAO³ avec la création d'une monnaie de l'Afrique de l'Ouest, « l'eco », en intégrant le Nigéria et le Maroc ? L'Afrique peut-elle créer une monnaie unique à ses 55 pays à la place de la quarantaine de monnaies existantes ? Seuls une forte

² Abdourahmane Sarr est favorable à un régime de change ajustable mais sans ancrage du franc CFA à un panier de devises

³ CEDEAO : Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest

volonté politique et un long processus de convergence économique et politique peuvent rendre réalisables de tels objectifs.